

CAP et Bac Pro session 2021 : des Chefs d'Œuvre en péril !

Le journalisme grand public ainsi que la bourgeoisie qui peuple les cabinets ministériels ignorent totalement, et par conséquent méprisent, les près de 644.000 jeunes qui sont scolarisés en filières professionnelles (soit 1 élève pour 2,5 élèves en filières générales). Dans quelles conditions les Bac Pro et CAP 2021 seront-ils évalués puis délivrés ? Cela ne sera jamais un sujet digne d'être à la Une ! Or cette année, ces filières subissent les effets conjugués de la situation sanitaire et de réformes totalement absurdes, ce qui conduit à des bricolages de façade, un CCF dont la part varie sans le moindre critère ni la moindre règle commune, des enseignements qui sont purement et simplement sacrifiés !

Si pour le Bac Pro les quatre épreuves terminales des enseignements généraux auront bien lieu, seules les deux meilleures notes des élèves seront retenues ! Les deux autres notes passeront donc aux chausse-trappes et seront neutralisées, comme si les épreuves des examens n'avaient jamais eu lieu. De qui se moque-t-on le plus ? Qui méprise-t-on le plus ? Les élèves ou les enseignants de lycée pro ? Sans doute les deux, car ceux qui opposent l'intérêt des élèves à celui des professeurs ne comprennent rien ni à l'un ni l'autre, qu'on ne peut séparer.

Pour les contrôles en cours de formation, tous les candidats doivent passer au moins un contrôle en cours de formation (CCF). Lorsqu'un ou plusieurs CCF ont déjà été réalisés, les candidats sont dispensés des autres CCF. Comprendent-ils qui pourra ! Des notes peuvent-elles ainsi être glissées sous le tapis ? Certaines disciplines n'auraient-elles donc plus lieu d'être ?

Le Bac Pro et le CAP deviennent des diplômes à la carte en fonction du LP ou du LPO, mais aussi au sein d'une même section : le groupe A ayant « droit » à l'ensemble des notes de CCF et le groupe B à un mixte entre CCF et notes de contrôle continu ! Les diplômes ne sont-ils plus nationaux ?

On le voit, les diplômes délivrés en 2021 sont dépourvus de tout sens car les épreuves et les évaluations sont vidées de toute substance ! La session 2021 sera de ce point de vue identique au reste de l'année, en mode DÉMERDENTIEL !

Nous sommes effarés par une telle gestion des examens. A l'évidence, Jean-Michel Blanquer ainsi que l'ensemble de la hiérarchie ministérielle se moquent de l'enseignement professionnel et travaillent d'autant plus à sa perte qu'un élève en lycée professionnel est une charge plus importante qu'un jeune en lycée général et technologique. Depuis 2017 le ministère de la désinstruction sape consciencieusement les fondements de l'enseignement professionnel sous statut scolaire, avec la complicité très active du ministère du travail et la complaisance d'organisations qui laissent la situation se dégrader en se bornant à publier de temps à autre des communiqués ou des tracts pour faire croire qu'elles s'y opposent. Chacun pourra vérifier que, lors du Conseil supérieur de l'éducation consacré à la réforme du lycée Pro, le seul amendement demandant la suppression du chef d'œuvre et de la co-intervention *ainsi que la restitution des heures aux enseignements généraux et professionnels* fut déposé par Action & Démocratie, et que les organisations se déclarant « opposées » à cette réforme n'ont pas voulu voter cet amendement !

Dans la droite ligne de la réforme de 2009, celle de 2019 continue de fragiliser les enseignements de ces filières et contribue à leur dévalorisation en favorisant un glissement progressif vers l'apprentissage des métiers. C'est la nature même du lycée professionnel qui est désormais menacée de disparaître. L'objectif est bien de privatiser l'ensemble de nos filières, pour le plus grand bonheur des Présidents de Régions mais au détriment de l'enseignement de qualité que dispensent des enseignants et non des formateurs !

Pourtant, la crise sanitaire a été l'occasion de le vérifier une fois de plus, l'éducation nationale ne tient finalement debout que grâce au dévouement et à l'implication de ses personnels de terrain ! C'est nous qui la faisons vivre et c'est en nous organisant et en nous rassemblant que nous pourrions mieux la défendre.

Action & Démocratie, qui a été fondé par des PLP, porte très naturellement la voix des PLP de terrain, autant celle des collègues d'enseignement général et d'arts appliqués que celle des collègues des enseignements professionnels. Nous avons une expérience et une expertise collective qu'il est temps de mettre au service d'états généraux de l'enseignement professionnel afin de reconstruire celui-ci : rejoignez un syndicat qui défend vraiment le métier que vous avez choisi et qui vous donne enfin la parole !